

Les crédits

nous ont coûté des milliards de dollars en fin de compte, sans compter les procédés frauduleux qui ont vu le jour. Je ne blâme pas le gouvernement. Je blâme la façon dont le programme a été appliqué. Des procédés frauduleux ont été conçus et appliqués par des sociétés qui sont entrées au pays, ont obtenu des subventions de recherche-développement du gouvernement, puis ont disparu. Aucun contrôle n'était exercé sur elles. Nous n'avons pas de quoi être fiers à cet égard.

Je pense que ce que nous avons fait est bien. Je pense que les services offerts par nos universités sont bons. L'aide apportée à l'industrie dans le domaine de la recherche-développement va lui permettre de se développer. Nous sommes déjà des chefs de file incontestés dans bien des industries et nous continuerons dans ce sens.

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Madame la Présidente, étant donné que je rentre tout juste du Sommet de la Terre, à Rio, les questions que je veux poser au secrétaire parlementaire porteront sur ce qui est ressorti de cette expérience.

Le gouvernement a renouvelé à Rio son engagement à consacrer 0,7 p. 100 du PNB à l'aide étrangère. Malheureusement, il n'a pas parlé de calendrier. Au cours des cinq dernières années, cet engagement a diminué, en termes réels.

J'aimerais savoir, premièrement, si ce ne sont, encore une fois, que de belles paroles, sans plus, ce à quoi nous a habitués ce gouvernement, ou si le Conseil du Trésor a vraiment l'intention de consacrer des fonds à cette fin.

Ma deuxième question concerne mon expérience à Rio. J'ai été horrifiée d'apprendre, à mon retour de Rio, que le Canada envisageait de dépenser 4,3 milliards de dollars pour l'achat d'hélicoptères pour l'armée. Compte tenu du genre de priorités que nous devrions avoir ainsi que de la nécessité de repenser fondamentalement ce qui est important et ce que signifie la protection de l'environnement, le secrétaire parlementaire pourrait-il me dire si le Cabinet se soucie ou non de la protection de l'environnement et ce qui va arriver en ce qui concerne les dépenses proposées.

M. Kempling: Madame la Présidente, si le premier ministre du Canada s'engageait à proposer au Cabinet de consacrer dans les dépenses du gouvernement une certain

ne somme d'argent pour l'aide étrangère, cela serait fait. Je n'ai aucun doute à ce sujet.

En ce qui concerne l'achat d'hélicoptères, la question n'a pas encore été soumise au Cabinet. Elle est toujours à l'étude. Les journaux se sont emparés d'une nouvelle et en ont fait toute une histoire. Les députés, comme celle qui a posé la question, ont fait la même chose.

Le Cabinet n'a pas été saisi de cette question, mais il le sera. Une grande partie des hélicoptères seront utilisés pour les opérations de recherche et de sauvetage. L'état de nos hélicoptères qui ont 35 ans et leur nombre d'accidents m'ont assurément indiqué, en tout cas, qu'il faut les remplacer.

Je me contenterais de dire que la première fois que nous aurons besoin d'hélicoptères de recherche et de sauvetage sur la côte ouest ou sur la côte est, et que nous n'en aurons pas qui puissent participer à cette opération de sauvetage, la députée, comme d'autres personnes, demandera pourquoi nous ne faisons rien pour remédier à la situation.

Nous avons du matériel qui est usé parce qu'il a 35 ans. On parle de lui donner une nouvelle vie, notamment de changer les moteurs, mais je ne sais pas si c'est une bonne idée. Il va falloir que nous remplacions ces hélicoptères. Une partie de ce remplacement viendra du programme que le gouvernement va étudier très prochainement.

• (1230)

Mme Campbell (South West Nova): Madame la Présidente, j'ai une brève question. Certains de mes collègues ont parlé de tous les organismes, fort utiles à mon avis, qui ont été supprimés: le Conseil économique du Canada, le Conseil des sciences du Canada, la Commission de réforme du droit. Le député disait qu'il y avait d'autres organismes auxquels le gouvernement pouvait s'adresser pour obtenir des conseils.

Le secrétaire parlementaire a-t-il vu des études recommandant de réduire le personnel du Cabinet des ministres?

Je ne vois pas comment la plupart peuvent offrir un bon rapport coût/efficacité, vu qu'ils ont maintenant un chef de cabinet rémunéré au niveau d'un sous-ministre. Il me semble que c'est là un usage financièrement inefficace du Parlement.